



DÉCLARATION SUR LE VENEZUELA À L'INTENTION DES PRÉSIDENTS ET DES PREMIERS MINISTRES DES CARAÏBES

Nous, les ex-chefs d'État et de gouvernement signataires des déclarations de l'Initiative démocratique de l'Espagne et des Amériques (IDEA-Democrática), nous adressons aux présidents et aux Premiers ministres des Caraïbes, ainsi qu'à leur peuple, pour leur faire savoir que nous avons exprimé notre indignation et condamné publiquement avec fermeté les actes de répression flagrante et cruelle commis par le gouvernement dictatorial et militaire de Nicolas Maduro qui se sont multipliés récemment au Venezuela.

Les scènes que l'on a pu voir ces derniers jours sur les réseaux sociaux et dans les médias internationaux confirment l'usage, dans des lieux publics, de pratiques répressives telles que les assassinats, les tortures, les arrestations de masse et les intimidations à l'encontre de Vénézuéliens, jeunes pour la plupart. Ces pratiques sont employées par les forces de police et l'armée, avec l'aide de groupes paramilitaires, contre des personnes au seul motif qu'elles manifestent dans les rues. Selon les chiffres de la presse internationale, le bilan des victimes s'élève à 49 morts, 13 050 blessés, 2 660 arrestations, dont celles d'au moins 334 civils traduits devant la justice militaire.

Le droit de manifester pacifiquement est reconnu par le Droit international des droits de l'homme et, dans le cas du Venezuela, c'est désormais la seule voie légitime et constitutionnelle dont disposent encore les citoyens pour se faire entendre face au refus opposé par le régime de Maduro aux alternatives démocratiques et électorales, et après qu'il ait décidé, avec l'appui de la chambre constitutionnelle du Tribunal Suprême de Justice, de priver l'Assemblée nationale de ses pouvoirs, de gouverner par décrets, de suspendre les élections et d'instituer un régime soumis à des lois militaires.

Le Secrétaire général de L'Organisation des États américains a déclaré qu'il s'était produit au Venezuela une rupture de l'ordre démocratique et constitutionnel tout comme l'ont fait également l'Assemblée nationale et la Procureure Générale de la République, Luisa Ortega Diaz. Les rapports du Secrétaire général de l'OEA observent qu'il ne s'agit pas d'un conflit politique ou idéologique. Il s'agit plutôt d'une mainmise sur l'État orchestrée par des individus signalés comme ayant des activités et des contacts liés au trafic de drogue et au terrorisme. C'est ce qui explique la cruauté de leur comportement à l'égard d'un peuple qui manifeste de façon pacifique, un peuple touché par une grave crise humanitaire qui a frappé des milliers de pauvres et de déshérités.

Le Venezuela fait partie du bassin des Caraïbes. Les gouvernements vénézuéliens démocratiques n'ont jamais hésité à manifester leur solidarité et leur disposition à coopérer avec les nations caribéennes depuis leur processus d'indépendance. Cela s'est concrétisé à partir des années soixante-dix par le développement des relations diplomatiques, culturelles et économiques ainsi que par des accords de coopération qui ont contribué à alléger le poids des augmentations cycliques du prix du pétrole. La communauté internationale a toujours loué ces initiatives mises en œuvre par différents gouvernements sans condition préalable car elles étaient le fruit d'un mandat démocratique du peuple vénézuélien et de son esprit de solidarité envers ses frères caribéens par le passé, dans le présent et pour toujours.

Aujourd'hui, en ces moments de pénuries, de restriction des libertés et de perte de droits fondamentaux dans tous les domaines, les Vénézuéliens comptent sur le soutien des peuples des Caraïbes ainsi que des gouvernements les représentant qui se sont jusqu'alors abstenus.

Par cet appel à la justice, nous, les ex-chefs d'État et de gouvernement signataires, nous accompagnons les Vénézuéliens sans hésitation, uniquement guidés par nos idéaux de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et de l'état de droit.

Le 22 mai 2017

Oscar Arias, Costa Rica

José María Aznar, España

Nicolás Ardito Barletta, Panamá

Belisario Betancur, Colombia

Armando Calderón Sol, El Salvador

Felipe Calderón H., México

Rafael Ángel Calderón, Costa Rica

Laura Chinchilla, Costa Rica

Alfredo Cristiani, El Salvador

Eduardo Frei Ruiz-Tagle, Chile

César Gaviria, Colombia

Lucio Gutiérrez, Ecuador

Oswaldo Hurtado, Ecuador

Luis Alberto Lacalle, Uruguay

Jamil Mahuad, Ecuador

Mireya Moscoso, Panamá
Andrés Pastrana, Colombia
Jorge Tuto Quiroga, Bolivia
Miguel Ángel Rodríguez, Costa Rica
Fernando de la Rúa, Argentina
Álvaro Uribe Vélez, Colombia
Juan Carlos Wasmosy, Paraguay

Authentique:

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Asdrúbal Aguiar', with a horizontal line underneath the name.

Asdrúbal Aguiar